

## L'emploi, premier souci des jeunes

**Pour un contrat de confiance**

• La cote de confiance quant à l'avenir de l'emploi a enregistré une légère évolution avec 24% en janvier au lieu de 23% au mois d'août 2011.

L'emploi constitue aujourd'hui le souci premier des Tunisiens qui sont prêts – du moins la majorité d'entre eux – à travailler dans n'importe quelle entreprises et dans tout le territoire à condition de bénéficier d'une rémunération respectable pour pouvoir améliorer leurs revenus et commencer à mettre en valeur leurs connaissances. En effet, certaines personnes diplômées de l'enseignement supérieur ou de la formation professionnelle sont au chômage depuis des années. Parmi les plus chanceux, certains diplômés ont eu la possibilité d'intégrer la vie active pour une période donnée dans le cadre d'un stage d'initiation à la vie professionnelle et d'avoir pour la première fois un salaire dont une partie est payée par l'Etat et l'autre par l'employeur.

Ce genre de stage n'est pas toujours apprécié par les candidats à l'emploi estimant qu'il constitue un moyen au chef d'entreprise pour renouveler régulièrement le personnel au moindre coût. En tout cas, le stage permet aux jeunes diplômés de bénéficier d'une première expérience et de se familiariser avec les moyens de production d'un environnement professionnel. L'essentiel pour les jeunes est de trouver un emploi stable et durable compatible avec leur formation pour pouvoir donner le meilleur rendement.

**Les lieux de travail occupés**

Mais les Tunisiens ne semblent pas avoir, dans l'état actuel des choses, de confiance en l'avenir de l'emploi dans le pays. Cela est confirmé par un récent sondage d'opinion effectué par le forum des sciences sociales appliquées entre le 3 et le 7 janvier 2012. Ce sondage d'opinion – le troisième réalisé par le dit forum après ceux du mois d'avril et d'août 2011 – a concerné un échantillon de 2.314 personnes représentant toutes les catégories et les régions du pays.

Ainsi, la cote de confiance quant à l'avenir de l'emploi a enregistré une légère évolution avec



Les jeunes cherchent des emplois adaptés à leur compétence

24% en janvier au lieu de 23% au mois d'août 2011. Une telle dégradation de la confiance est imputée notamment aux sit-in et aux mouvements sociaux. Certains chômeurs ou même travailleurs qui ont des revendications sociales ne s'empêchent pas d'occuper les lieux de travail ou de barrer les routes et les rails pour manifester leurs protestations et cela empêche, bien sûr, les unités de production de travailler. D'ailleurs, plusieurs postes de travail ont été supprimés à cause des faillites des entreprises ou de leur délocalisation.

Le sondage en question montre clairement le manque de confiance des jeunes en l'avenir proche. Les taux les plus élevés de déception sont enregistrés dans certains gouvernorats de l'intérieur de la République, à savoir ceux de Kasserine, Sidi Bouzid, Siliana en plus des régions du Sud-Ouest.

Quant à la question relative à l'avenir du pays en général, les appréciations ont connu une certaine amélioration dans la mesure où 40% des Tunisiens sont, en janvier, optimistes alors que ce taux était de 24% au mois d'avril 2011. Cette confiance retrouvée s'explique par la légitimité politique après les élections et à l'amélioration de la situation sécuritaire dans le pays même si, au cours des derniers jours, des perturbations ont été enregistrées dans plusieurs régions. Les entreprises ne peuvent pas travailler sans l'instauration de la sécurité sur tout le terri-

toire national.

La cote de popularité du chef du gouvernement est bonne selon le sondage qui affiche une hausse favorable de 35,8% à M. Hamadi Jebali contre 26,5% au mois d'août au précédent Premier ministre, M. Béji Caïd Essebsi. Les jeunes ont également un point de vue plus ou moins favorable au sujet des moyens d'information. Le taux de confiance des personnes interrogées au sujet des médias publics a atteint 25%, taux considéré comme faible si l'on tient compte des taux de confiance pour les médias publics dans les démocraties bien établies et émergentes. Cela n'empêche que 73% des personnes interrogées sont confiants envers l'institution militaire. Certains vont jusqu'à considérer cette institution comme le meilleur garant de la réussite du processus transitionnel. Ce taux de confiance n'est que de 30,6% pour ce qui concerne l'institution sécuritaire.

Les partehaires sociaux ont une place de choix dans la stabilité et la paix sociale. Il se trouve, cependant qu'une dégradation de la confiance des personnes interrogées a été enregistrée envers l'UGTT, atteignant un taux de 18% en janvier contre 38,7% au mois d'août. A préciser que si certaines grèves ont été parrainées par la centrale syndicale, d'autres ont été organisées, sans préavis, à l'initiative des travailleurs.